AEF Dépêche n°499350 - Paris, le 28/05/2015 17:55:00
- Energies et Environnement -

Compte : reception temps réel - (69953) - 83.167.35.245 - www.aef.info
Toute reproduction ou transmission de cette dépêche est strictement interdite, sauf accord formel d'AEF.

La Coalition climat 21, histoire d'un rapprochement inédit entre environnementalistes, altermondialistes et syndicats

Par Aline Brachet

Il a fallu qu'elle remporte le label "grande cause nationale", mardi 21 avril 2015, pour sortir de l'ombre. La Coalition climat 21, assemblée hétéroclite composée de plus d'une centaine d'associations environnementales, humanitaires, altermondialistes, de mouvements religieux et de syndicats (1), s'est construite en toute discrétion depuis le début de l'année 2014. Réunion après réunion, elle a réussi le pari de fédérer des mouvements aux points de vue a priori divergents voire antagonistes autour de la question du climat et de la mobilisation de la société civile en vue de la COP 21. Un tour de force encore impensable il y a quelques années, quand mouvements pour le climat, mouvements pour la justice et syndicats s'affrontaient sur la manière de peser dans les négociations internationales sur le climat. Récit de la construction d'un ménage à trois.



La mobilisation de la Coalition climat 21

- 30-31 mai : opération "1 000 initiatives pour le climat"
- 26-27 septembre : Alternatiba Paris, place de la République
- 29 novembre : manifestations pour le climat à Paris, dans les grandes villes et capitales à la veille de l'ouverture de la COP 21
- 5-6 décembre : conférences et ateliers, village altermondialiste pendant la COP
- 12 décembre : manifestation pour la clôture de la COP

"Une centaine d'adhérents et il en arrive toutes les semaines !" s'étonne Juliette Rousseau, la coordinatrice de la Coalition climat 21. Ancienne chargée de campagne d'Attac et co-organisatrice du sommet des peuples en marge de la conférence Rio + 20 en juin 2012, elle est à la tête d'une équipe de quatre personnes, installée dans le Parc de la Villette et chargée d'impulser la dynamique à travers ses membres. D'ici à l'ouverture de la COP 21, plusieurs événements sont au programme pour porter la voix de la société civile (voir ci-contre). "La coalition a été créée pour coordonner la mobilisation mais pas pour travailler sur un contenu ou des revendications communes à tous ses membres", précise-t-elle.

DÉCEMBRE 2009 : CAN CONTRE CJN

Retour en arrière. Nous sommes à la quinzième conférence des parties à la convention climat, à Copenhague, en décembre 2009, présentée comme le sommet de la dernière chance. Plus de 30 000 personnes affluent et parmi elles, des milliers de participants venus d'associations du monde entier, qui participent à une grande marche pour le climat. Tous réclament un accord mondial mais pas de la même façon.

D'un côté, le réseau CAN (Climate action network) fédère plus de 900 associations venues d'une centaine de pays du monde. Il trouve sa force de frappe en s'activant au cœur de la machine des négociations, grâce à un suivi quasi exhaustif des positions de chacun des pays et à une alliance de circonstance derrière l'Union européenne, alors acteur le plus avancé avec ses objectifs climatiques pour 2020.

De l'autre côté, le mouvement CJN (Climate justice now). Il a été créé en 2007 par l'association les Amis de la Terre sortie du réseau CAN, le mouvement d'agriculteurs et paysans Via Campesina et d'autres mouvements sociaux derrière le mot d'ordre "changer le système mais pas le climat", après le constat que la question climatique est désormais incontournable et que les négociations de l'OMC sont bloquées. Les manifestations de Seattle de 1999 et l'essor des mouvements altermondialistes ne sont alors qu'un lointain souvenir. Les désaccords sont nombreux avec le CAN : quand le premier entend peser sur les négociations de l'intérieur, CJN préfère manifester à l'extérieur des enceintes, mettre en avant les questions sociales et s'allier avec la Bolivie qui refuse comme lui les "fausses solutions liées au capitalisme vert".

Mais pour les militants du CAN comme pour ceux du CJN, tout s'effondre avec l'échec de Copenhague. S'ensuit un long chemin de reconstruction. L'alliance tissée entre CJN et la Bolivie ne perdure pas ; le CAN perd son lien privilégié avec l'Union européenne, elle-même en proie à une crise de leadership sur la scène internationale.

RAPPROCHEMENT À VARSOVIE EN DÉCEMBRE 2013

C'est à Durban, en décembre 2011, que se joue la première étape vers l'unité, à la faveur d'un rapprochement entre les leaders de Greenpeace international, Kumi Naïdo, et des Amis de la Terre, Nnimmo Bassey, et d'une manifestation commune. Mais c'est à Varsovie que tout se cristallise. Lors de la conférence des parties de décembre 2013 en Pologne, les associations tout comme les syndicats, qui jouaient jusqu'alors en retrait, jugent que le poids des lobbys et les énergies fossiles paralysent le processus de négociation de l'ONU. Ils organisent pour la première fois une action commune, le "walk out", et quittent de manière spectaculaire les négociations, quelques jours avant la fin. "Il s'agit d'un moment fondateur de ce qui va se passer ensuite", raconte Maxime Combes, membre d'Attac - donc de CJN - et acteur du rapprochement au niveau français.

Un rapprochement d'autant plus fondateur que les syndicats, jusque-là simples observateurs des négociations, rejoignent le mouvement. "Nous n'avons pas du tout eu la même lecture de Copenhague que les ONG", raconte la coordinatrice de la CSI (Confédération syndicale internationale) pour les questions environnementales, Anabella Rosemberg. "Nous avons moins vécu cette gueule de bois collective car nous avons l'habitude du temps long. Cela tient aussi au fait que le travail syndical se juge sur son positionnement et non sur la simple réussite ou échec d'une négociation. Et pour nous, le sommet a marqué le début d'une prise de conscience du sujet par les syndicats dans chaque pays." Le message des syndicats aussi a évolué. Alors qu'il a été impossible pour la CSI d'adopter une résolution sur le protocole de Kyoto, ses revendications en matière environnementale et climatique portent désormais sur l'évolution des emplois, la transition écologique, la justice sociale… "On retrouve des convergences avec les messages d'Attac, d'Oxfam, etc.", ajoute Anabella Rosemberg.

UNE ALLIANCE EXPLOSIVE MAIS QUI RÉSISTE

Le budget de la coalition

La coalition bénéficie de dons de ses membres, du CAN International, de 120 000 euros mis à disposition par la région Ile-de-France dans le cadre de la COP 21, de 90 000 euros de la European climate foudation et d'Avaaz. Elle est en recherche de soutien financier supplémentaire auprès des pouvoirs publics.

Début janvier 2014, une réunion est organisée à Paris, dans la perspective de la COP 21 de décembre 2015. Près de 140 personnes des milieux associatifs et syndicaux français répondent présents. "Rapidement, tout le monde se demande quelles actions communes nous pouvons mener ensemble. Nous sommes tous marginalisés donc cela ne tient plus la route de conduire des mouvements différents", ajoute Maxime Combes. Pour Alix Mazounie, chargée du suivi des négociations au sein du RAC et autre pilier de la coalition, la réunion permet de "remettre la COP à sa place". "Les négos climat sont indispensables mais elles sont insuffisantes", explique-t-elle, avant d'insister sur l'importance des "mobilisations locales". Sur ces fondements naît la "Coalition climat 21" - et non pas "Coalition COP 21", "car la COP n'est qu'une bataille dans la guerre du climat", renchérit Alix Mazounie.

La coalition rassemble très vite des mouvements d'horizon divers, allant d'associations habituées à travailler avec des entreprises comme le WWF, aux Amis de la Terre, d'associations de solidarité internationale à la CFDT, de militants antinucléaires de Greenpeace à la CGT, sans compter les associations locales, les mouvements religieux novices sur la question du climat, ou encore Grand Orient de France… L'alliance ne s'est pas faite sans concession non plus : ainsi, le RAC a arrêté de soutenir la réforme du marché européen EU ETS, "qui légitime les marchés carbone". "Cela a mis fin aux critiques d'Attac", résume la

militante du RAC.

L'alliance pourrait paraître explosive voire contre-nature mais elle résiste : "Nous assumons totalement le fait que nous ne sommes pas d'accord sur tout et que nos priorités sont différentes. Pour certains, de la Coalition sud, c'est la solidarité internationale, pour d'autres comme les Amis de la Terre, c'est la lutte contre les énergies fossiles, ce qui pose problème aux syndicats par exemple… Chacun apporte son logo sur les messages qui lui importent le plus et de toute façon, il n'y a aucun sujet qui polarise assez pour sortir de la coalition", ajoute Alix Mazounie.

C'est même un petit nouveau qui contre toute attente joue en partie le rôle de ciment du mouvement : Alternatiba. Né au Pays basque derrière Txetx Etcheverry et son ONG Bizi, avec l'organisation d'un village alternatif en octobre 2013, Alternatiba "a beaucoup aidé à la synthèse de toutes les associations et des syndicats", analyse Alix Mazounie. "Grâce à son approche par le bas, en montrant que des solutions peuvent être mises en place, Alternatiba porte un message très optimiste." Un tour de France des initiatives sur le climat en tandem est prévu au cours de l'année. "Une idée maline", selon Maximes Combes, car "toutes les villes traversées sont obligées de les accueillir, même Alain Juppé à Bordeaux !"

MARCHE LE 12 DÉCEMBRE

La coalition se rassemble derrière l'idée de ne pas laisser toutes les clés aux négociateurs. Inspirée des mobilisations lancées par Avaaz en septembre 2014, pour la marche de New York ou à Lima, pendant la COP 20, la Coalition climat 21 souhaite mener tout au long de l'année une mobilisation "crescendo", avec comme point d'orgue une manifestation lors du dernier jour de négociations, le samedi 12 décembre, "pour avoir le dernier mot et montrer qu'il existe un après-COP", estime Maxime Combes. En tant que bénéficiaire du label "grande cause nationale", elle profitera par ailleurs de campagnes de communication et de diffusion sur les chaînes et stations audiovisuelles publiques.

Pour autant, la coalition entend boycotter en partie le "village de la société civile" monté par le secrétariat général de la COP 21 sur le site du Bourget. Quelques-unes de ses associations membres y seront présentes, aux côtés des entreprises et des huit autres "piliers" de la société civile (syndicats, jeunes, paysans, femmes, etc.). "Ce n'est pas acceptable pour nous d'être présent sur ce village", juge Alix Mazounie. La coalition discute actuellement avec la ville de Paris pour disposer d'un lieu d'accueil des milliers de militants qui convergeront vers Paris en décembre et cherche des soutiens financiers. Une position qui n'est pas sans créer quelques mécontentements au sein du secrétariat général, alors que le "village" du Bourget est financé par l'argent du contribuable.

Quelque 20 000 membres de la société civile devraient se retrouver à Paris en décembre prochain. Si le CJN et le CAN continuent à exister au niveau international, "tout le monde fait confiance à la coalition française", explique Maxime Combes. Reste, pour les acteurs de la coalition française, à préparer l'avenir, à savoir l'après-COP 21. Rendez-vous le 13 décembre 2015.

(1) Le liste complète est consultable ici.

×

Veuillez remplir les informations ci-dessous pour accéder à la dépêche

Prénom

Nom

Téléphone

Email professionnel

Organisation

Fonction

Annuler Voir la dépêche